

Les milieux d'affaires et politique vus comme le siège d'une corruption croissante au Niger

Dépêche No. 313, Afrobaromètre | Adamou Moumouni et Toumane Seyni Amadou

Résumé

Le phénomène de la corruption est assez ancré au Niger, à en croire Transparency International (2018), qui classe le pays 114^{ème} sur 180 pays. Face à ce fléau, la Haute Autorité de Lutte Contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) a été mise sur pied en 2011. Mais malgré ce mécanisme, la corruption gangrène encore le pays, avec 62% des Nigériens qui pensent qu'elle a augmenté, selon la plus récente enquête Afrobaromètre effectuée dans le pays.

Les Nigériens désignent les hommes et femmes d'affaires, les policiers et gendarmes, ainsi que les dirigeants politiques comme les groupes les plus corrompus du pays. A contrario, les chefs religieux, les organisations non-gouvernementales (ONG), et les chefs traditionnels sont les groupes perçus comme les moins corrompus du Niger.

Par ailleurs, les Nigériens sont pessimistes quant à la possibilité du citoyen lambda de lutter contre le fléau, perception qui peut se comprendre quand on constate que la majorité de la population craint des représailles à dénoncer le phénomène. Mais une disparité est vite établie quant à la possibilité qu'a le citoyen à corrompre pour obtenir certains avantages: Les plus nantis sont perçus comme plus capables de faire usage de pots-de-vin que les moins nantis.

Cet état de choses est d'une importance capitale, étant donné que de tels résultats précisent aux décideurs politiques un pan essentiel de leurs défis, avec 57% de leur population qui pensent que le gouvernement lutte mal contre la corruption.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans les pays africains. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays depuis 1999. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Niger, dirigée par le Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), a interviewé 1.200 adultes nigériens en avril 2018. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Niger en 2013 et 2016.

Résultats clés

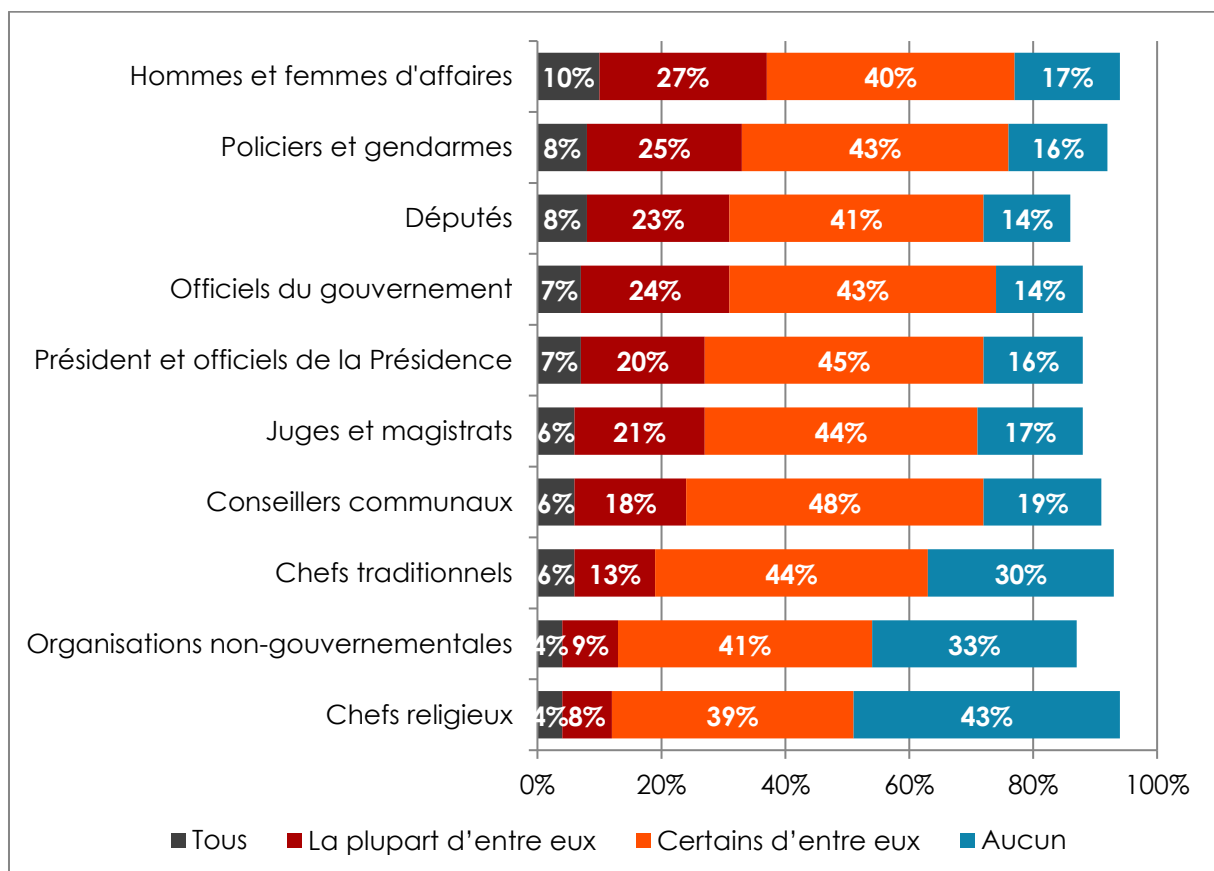
- Plus de trois-quarts (77%) des Nigériens pensent qu'au moins « certains » hommes et femmes d'affaires sont corrompus, y compris 37% qui disent que « tous » ou « la plupart d'entre eux » sont impliqués dans les affaires de corruption.

- Derrière les hommes et femmes d'affaires, les plus corrompus, aux yeux des citoyens, sont les policiers et gendarmes, les officiels du gouvernement, et les députés à l'Assemblée Nationale.
- Les chefs religieux sont les plus corrects au Niger, avec 43% des Nigériens qui estiment qu'aucun d'eux n'est corrompu. Ils sont suivis par les ONG (33%), et les chefs traditionnels (30%).
- Six Nigériens sur 10 (62%) estiment que la corruption a augmenté au cours des 12 mois précédant l'enquête.
- Sept Nigériens sur 10 (70%) pensent que le citoyen ordinaire ne peut rien faire pour lutter contre la corruption, et à peu près la même proportion (68%) affirment qu'on risque des représailles en signalant des actes de corruption.
- La majorité (57%) de la population estiment que les autorités luttent mal contre le fléau.

Les affaires et la politique sont le siège de la corruption

Au Niger, les répondants pointent les hommes et femmes d'affaires du doigt quant à leur implication dans la corruption. Selon 37% des enquêtés, « tous » les hommes et femmes d'affaires ou « la plupart d'entre eux » sont corrompus, tandis que 40% de la population pensent que « certains d'entre eux » sont corrompus. Seulement 17% des personnes interviewées estiment qu'aucune des personnes de ce groupe n'est corrompue, et le reste ne s'est pas prononcé sur la question (Figure 1).

Figure 1: Qui est corrompu? | Niger | 2018



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

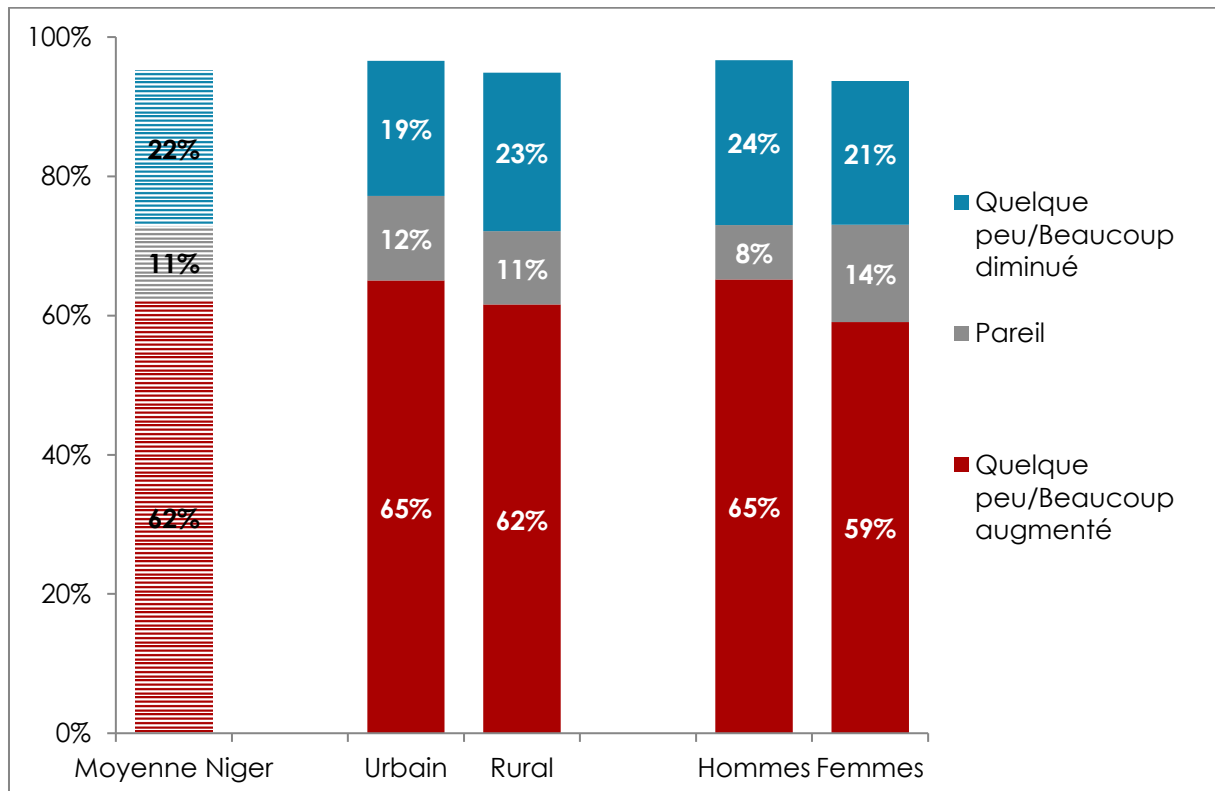
Derrière eux, les plus corrompus sont les policiers et gendarmes (dont « tous » ou « la plupart » sont perçus comme corrompus par 33% des enquêtés), les officiels du gouvernement (32%), et les députés (31%).

A contrario, les chefs religieux (12%), les ONG (13%), et les chefs traditionnels (19%) sont perçus comme les moins corrompus. Entre les deux extrêmes, le milieu du classement indique le président et les officiels de la Présidence, les juges et magistrats, et les conseillers communaux.

Niveau de corruption

Il a été demandé aux Nigériens d'apprécier la variation du niveau de corruption au cours des 12 mois précédant l'enquête. Leur constat est sans appel: Ils sont 62% à penser qu'elle a augmenté. La différence est palpable au niveau du genre, avec les hommes plus désapprouvateurs (65%) que les femmes (59%) (Figure 2), de même que les moins nantis (76%) le sont davantage que les riches¹ (39%) (Figure 3).

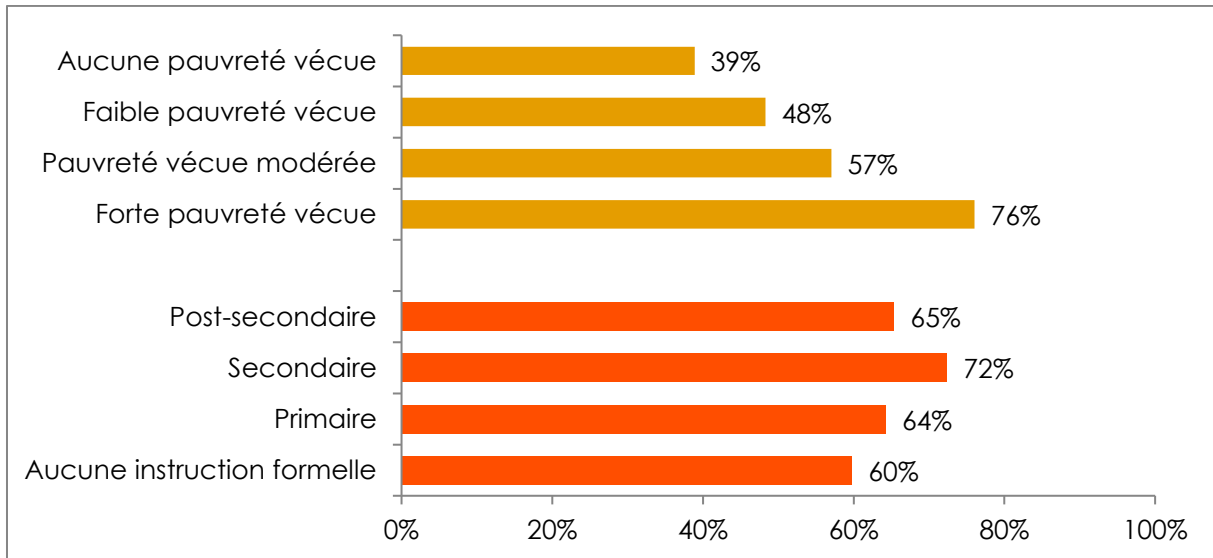
Figure 2: Variation du niveau de corruption | par milieu de résidence et sexe | Niger | 2018



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobaromètre mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de carburant pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes, Dulani, et Gyimah-Boadi (2016) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 3: Niveau de corruption a augmenté | par niveau d'instruction et de pauvreté vécue | Niger | 2018

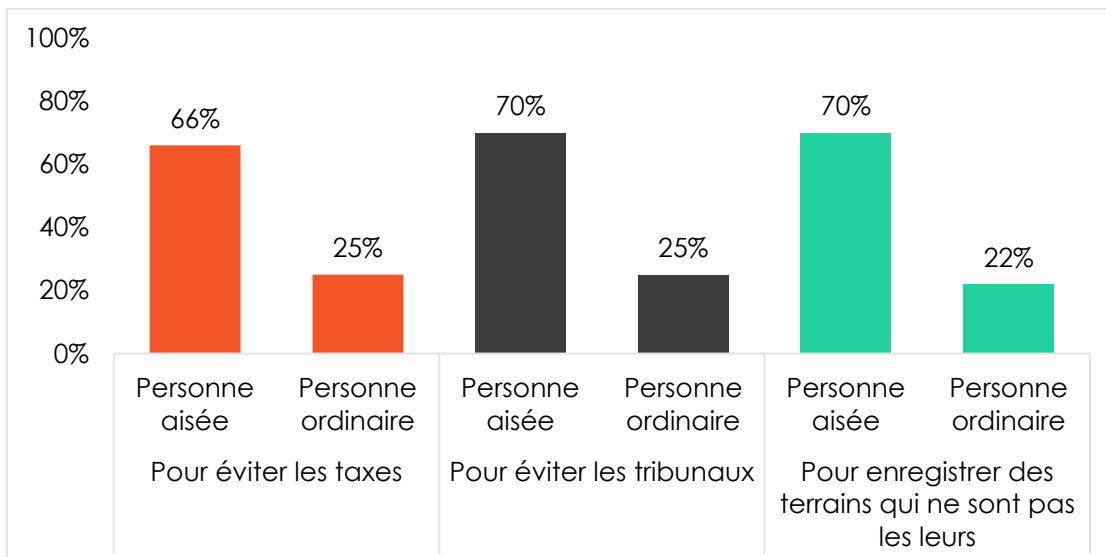


Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée? (% de ceux qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

Versement des pots-de-vin

Qui dit corrompus, dit corrupteurs, entend-on régulièrement. Un quart (25%) des Nigériens estiment qu'une personne ordinaire peut payer des pots-de-vin pour éviter des taxes, tandis que 66% pensent la même chose des personnes aisées (Figure 4).

Figure 4: Versement de pots-de-vin par les riches et par les gens ordinaires | Niger | 2018



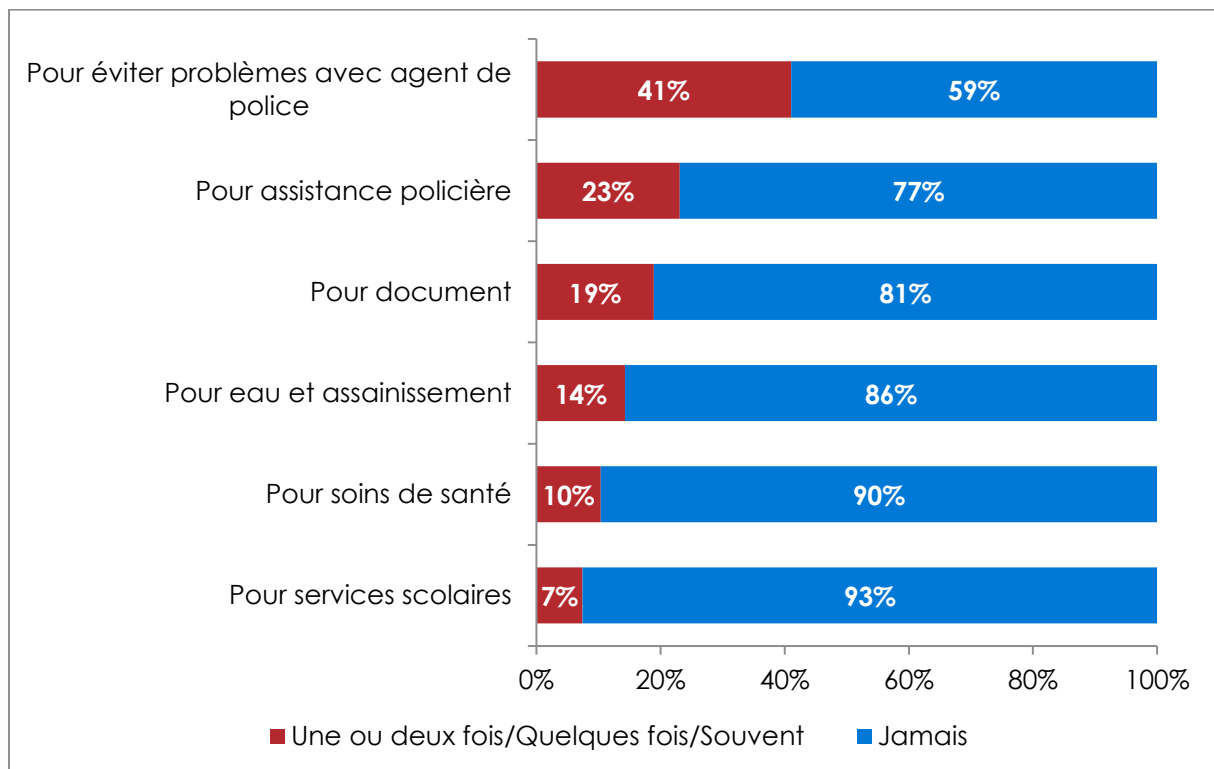
Questions posées aux répondants: Dans ce pays, quelle est la probabilité qu'une personne ordinaire puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour:
 Éviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement?
 Éviter de se présenter devant les tribunaux?
 Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas?
 (% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

De même, 25% pensent qu'une personne ordinaire pourrait payer des pots-de-vin pour éviter de se présenter devant les tribunaux, contre 70% qui le pensent concernant les personnes aisées.

Cette comparaison frappante se retrouve aussi quand il s'agit de corrompre pour faire enregistrer une parcelle qui n'est pas sienne: 22% estiment qu'un citoyen ordinaire pourrait le faire contre 70% qui pensent autant s'agissant des gens aisés.

De même, les pots-de-vin ont le vent en poupe face à certains besoins. Parmi les citoyens qui disent avoir eu affaire à la police pendant les 12 mois précédant l'enquête, 41% affirment avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter des problèmes avec un agent de police, tandis que 23% affirment l'avoir fait pour solliciter de l'assistance policière (Figure 5). Une personne sur cinq (19%) disent avoir versé un pot-de-vin pour acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement, et 14% pour obtenir des services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité. Moins de gens en ont fait usage pour obtenir des services de santé (10%) ou de l'école (7%).

Figure 5: Versement de pots-de-vin dans divers services | Niger | 2018

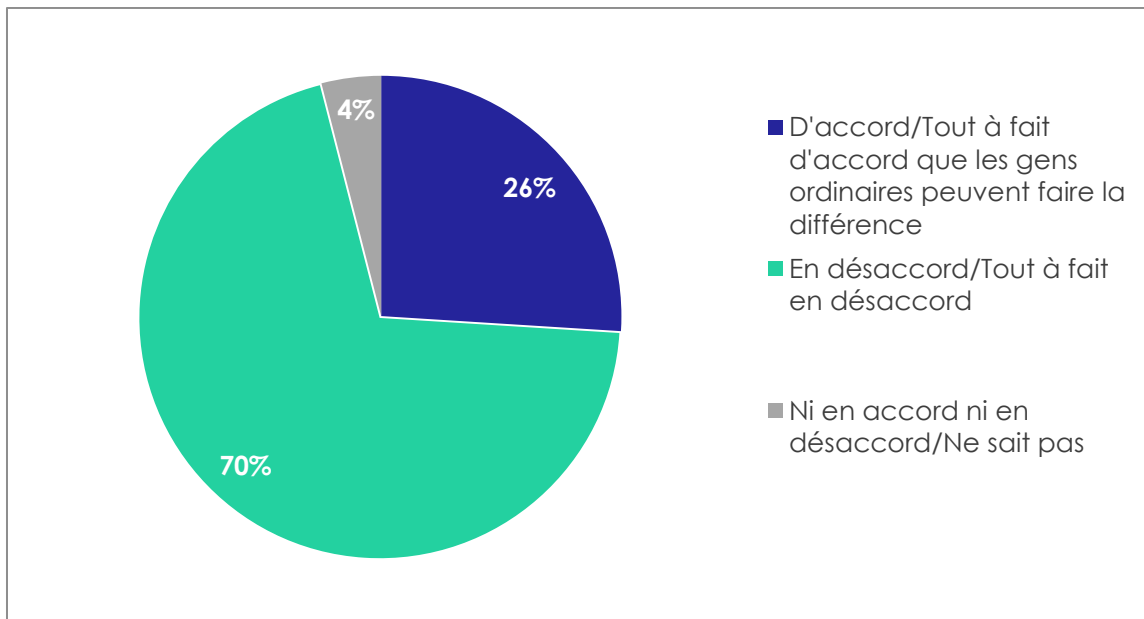


Questions posées aux répondants: *Maintenant, je voudrais vous parler de l'expérience que certaines personnes ont de l'accès à certains services gouvernementaux essentiels. Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur pour les services suivants? (Question posée à ceux qui ont déclaré avoir eu affaire à ces services.)*

Peut-on s'en sortir?

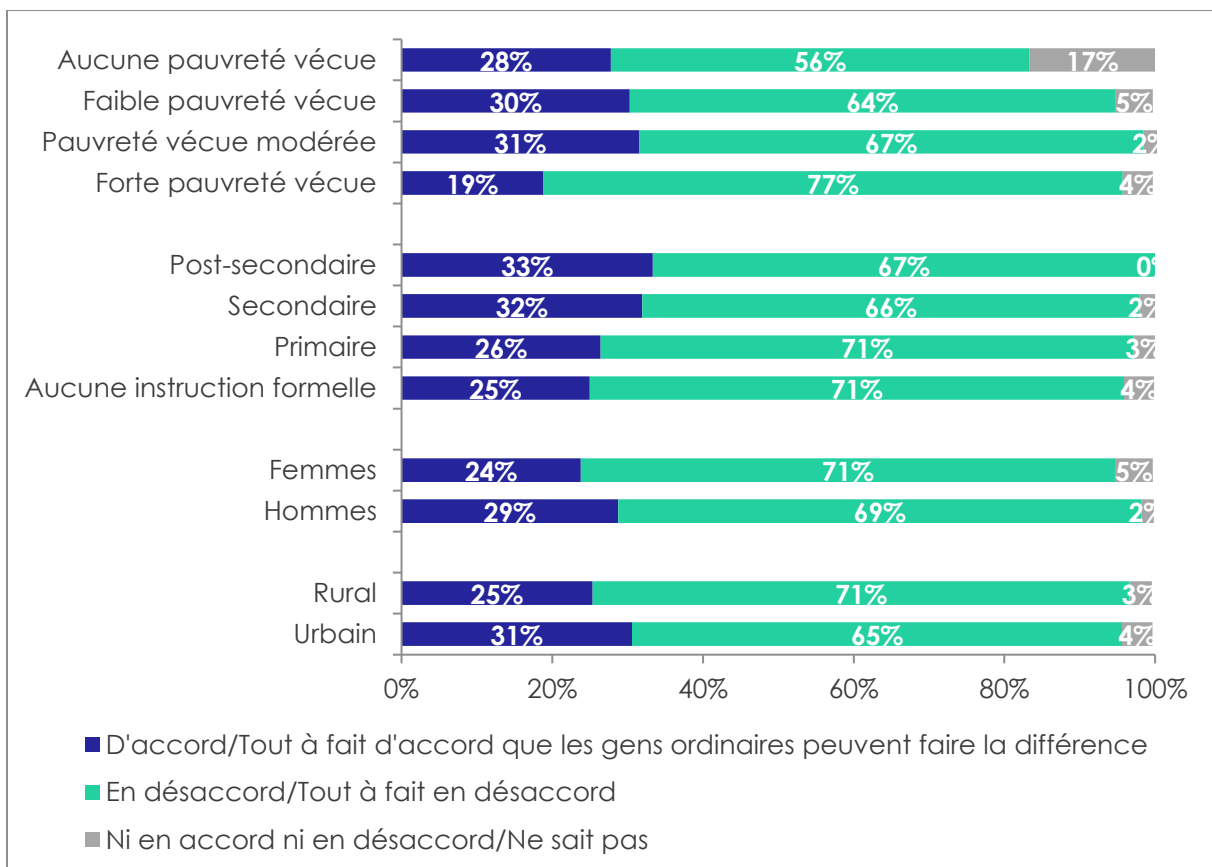
A priori, non. Du moins, si l'on en croit le pessimisme qui transparait dans les réponses: 70% des Nigériens ne pensent pas le citoyen ordinaire capable de faire face au fléau. Un quart (26%) de la population y croit, et 3% sont indifférents quant à l'assertion (Figure 6). Les plus pauvres, les moins instruits, les femmes, et les ruraux sont plus pessimistes sur le sujet que les plus riches, les plus instruits, les hommes, et les urbains (Figure 7).

Figure 6: Citoyen ordinaire contre corruption | Niger | 2018



Question posée aux répondants: Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

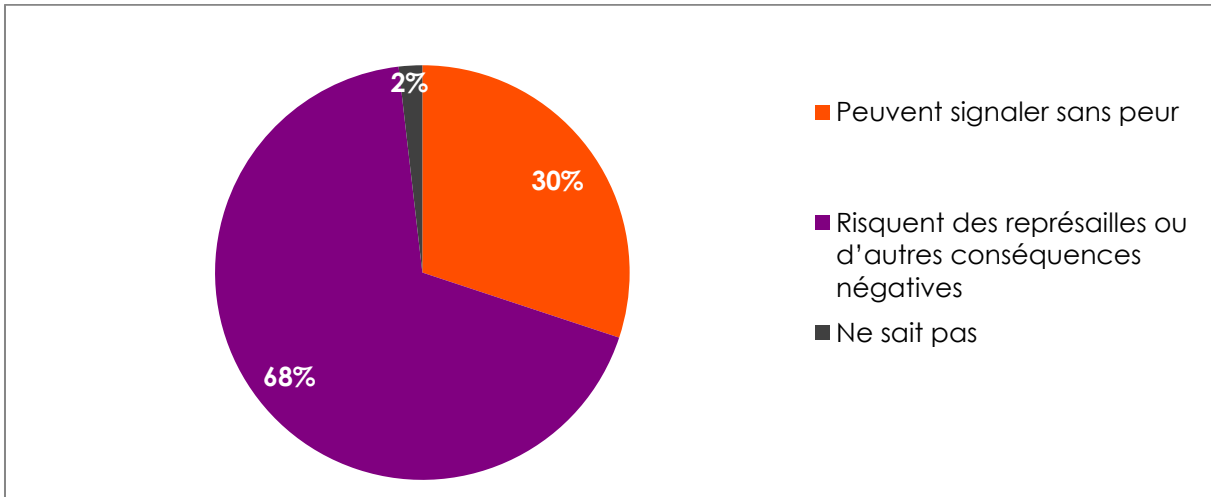
Figure 7: Citoyen ordinaire contre corruption | par variable sociodémographique | Niger | 2018



Question posée aux répondants: Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

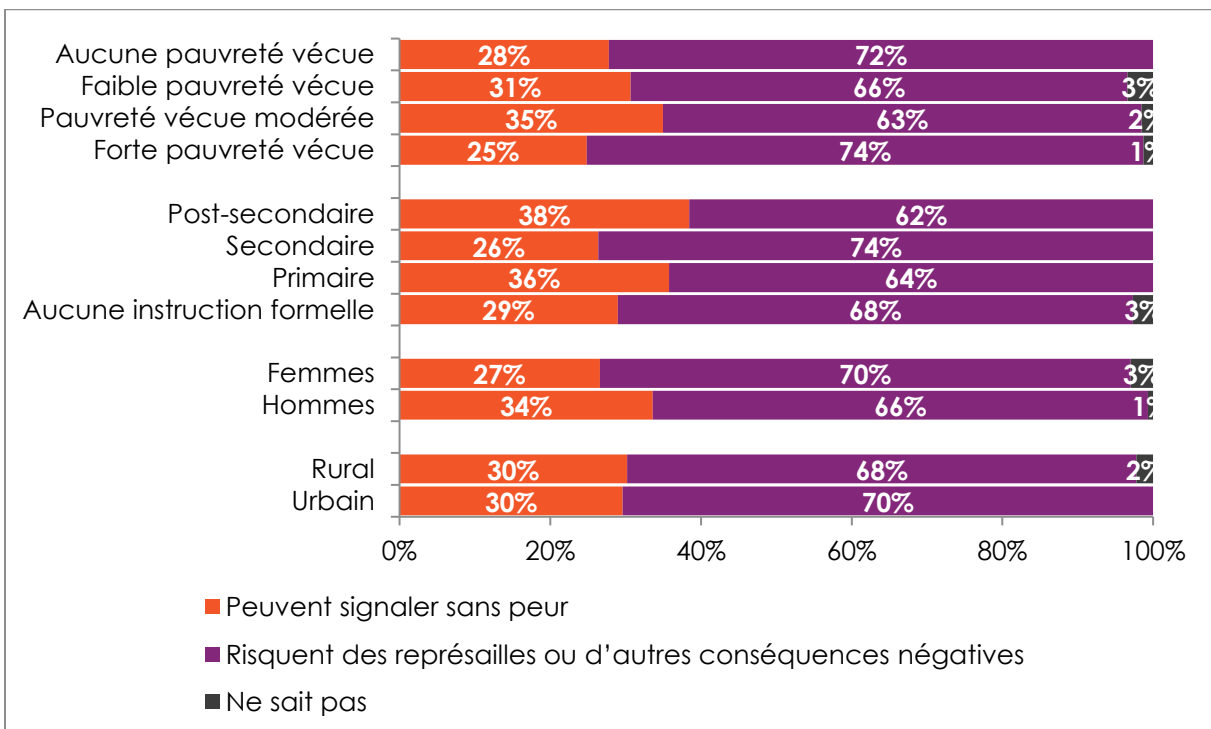
Un des moyens de lutte est la dénonciation. Et sur ce point, les Nigériens dans leur majorité redoutent des représailles, à raison de 68% de la population. Trois Nigériens sur 10 pensent que la loi de l'omerta peut être brisée (Figure 8). Les femmes ici sont plus craintives que les hommes (Figure 9).

Figure 8: Les gens peuvent-ils signaler corruption sans peur de représailles? | Niger | 2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

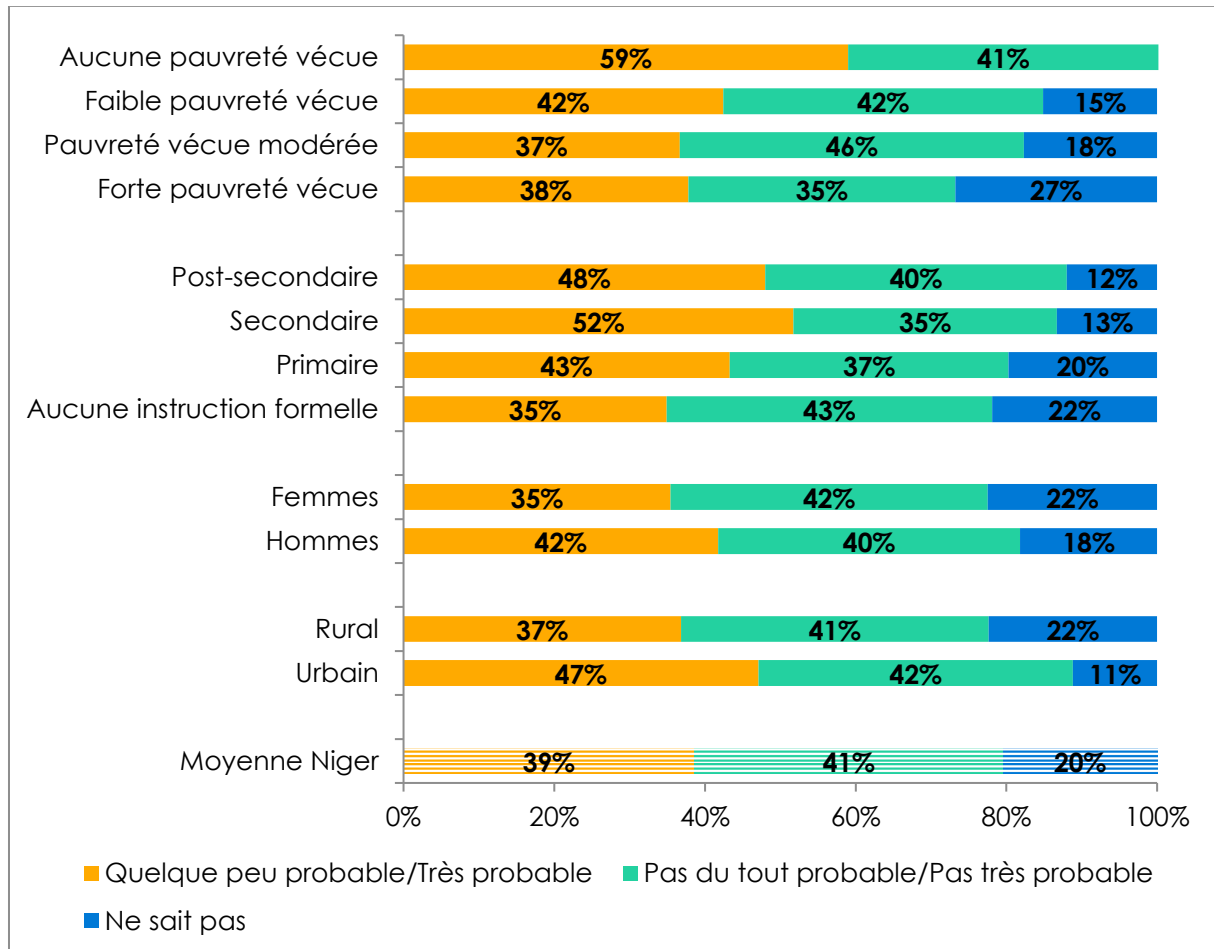
Figure 9: Les gens peuvent-ils signaler corruption sans peur de représailles? | par groupe socio-démographique | Niger | 2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

Dans la lutte contre la corruption, la Haute Autorité de Lutte Contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) requiert presque autant l'assentiment que le dissentiment de la population. En effet, 41% des Nigériens doutent de leur capacité à faire réagir la HALCIA s'ils y signalaient un acte de corruption, tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police, ou encore par le personnel d'appui dans les écoles ou les hôpitaux. Presque la même proportion (39%) pensent cependant que cette institution pourrait réagir (Figure 10).

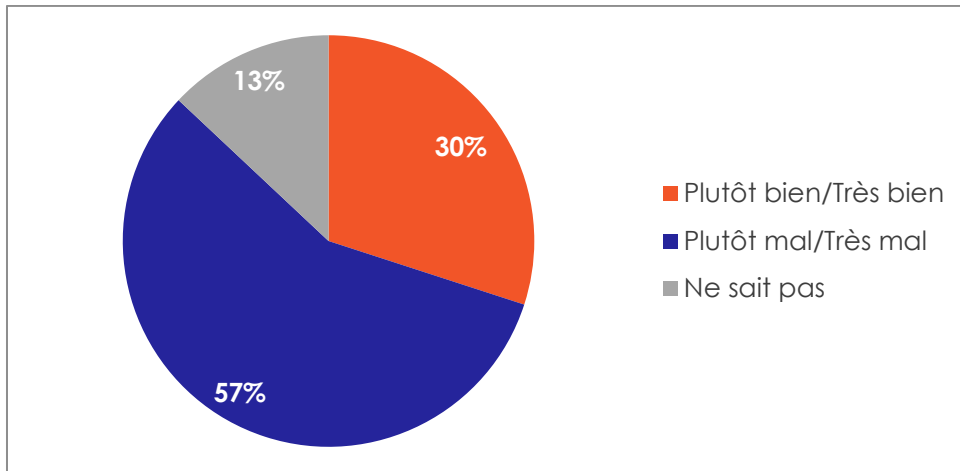
Figure 10: Avis sur la réaction de la HALCIA | par groupe socio-démographique | Niger | 2018



Question posée aux répondants: *Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un service de la Haute Autorité à la Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police ou le personnel d'appui dans les écoles ou les hôpitaux?*

Pour ce qui est des autorités, près de six Nigériens sur 10 (57%) pensent qu'elles combattent « plutôt mal » ou « très mal » la corruption. Près du tiers (30%) sont cependant satisfaits des actions menées contre le fléau (Figure 11).

Figure 11: Appréciation de la lutte gouvernementale contre la corruption | Niger
| 2018



Question posée aux répondants: Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Conclusion

La lutte contre la corruption, qui dure depuis des décennies sur la planète, semble loin d'être remportée. Au Niger, le peuple piétine encore dans cette fange, qu'elle décrit comme très présente, notamment dans les milieux d'affaires et la sphère politique. L'optimisme est absent des débats, car en plus d'être victimes du phénomène, les Nigériens doutent de la capacité, tant des autorités que des citoyens eux-mêmes, à faire face à un fléau qui a crû ces derniers temps. Une information utile quant aux préoccupations du peuple, à l'approche de la présidentielle.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Dividende de la croissance? La pauvreté vécue décroît en Afrique. Afrobarometer Synthèse de Politique No. 29.

Transparency International. (2018). Corruption Perceptions Index 2018.

Adamou Moumouni est investigateur national du LASDEL au Niger. Email: amoumouni50@gmail.com.

Toumane Seyni Amadou est data manager au LASDEL. Email: toumane8@gmail.com.

Afrobaromètre, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7^{ème} round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos rapports sur les média sociaux à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 313, Afrobaromètre | 5 août 2019